



HAL
open science

Présentation de la partie 2: Réformes curriculaires, approches méthodologiques et manuels scolaires

Bruno Maurer, Laurent Puren

► To cite this version:

Bruno Maurer, Laurent Puren. Présentation de la partie 2: Réformes curriculaires, approches méthodologiques et manuels scolaires. La crise de l'apprentissage en Afrique francophone subsaharienne. Regards croisés sur la didactique des langues et les pratiques enseignantes., Peter Lang, pp.181-184, 2018. hal-04545991

HAL Id: hal-04545991

<https://hal.science/hal-04545991>

Submitted on 14 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Présentation de la partie 2 : Réformes curriculaires, approches méthodologiques et manuels scolaires

Bruno Maurer, Laurent Puren

La deuxième partie aborde la question des outils destinés à améliorer la qualité des apprentissages mais qui se révèlent être des facteurs de crise, au premier rang desquels les curricula de formation initiale (Berkaine, Maurer, Puren). Sont également examinés des politiques et des supports de formation des enseignants (Puren, Destin et Véronique) largement inadaptés ; une contribution cible les manuels scolaires comme véritables observatoire de la crise des apprentissages (Verdelhan-Bourgade).

L'Afrique subsaharienne est le champ d'expérimentation depuis le début des années 2000 de réformes accompagnant le mouvement *Éducation pour Tous* qui touchent à l'organisation générale par le remplacement des programmes traditionnels (par discipline) par des cadres plus généraux appelés curricula et orientés sur des finalités éducatives générales en fonction desquelles les objectifs et les modalités d'enseignement sont appelés à évoluer considérablement.

La principale concrétisation de ce courant est représentée par le courant appelé « approche par compétences » qui s'est implanté avec différentes variantes en Tunisie, à Djibouti, au Sénégal, au Gabon, au Mali, au Burkina Faso, à Madagascar un temps, aux Comores et dans d'autres pays encore (voir Verdelhan Bourgade à ce sujet). Mohamed Saïd Berkaine en fait une présentation générale : le constat est assez accablant sur la responsabilité de cette approche dans les difficultés actuelles des systèmes éducatifs.

Pour commencer, ces réformes ont été engagées sur la base de décisions politiques, avec le soutien de bailleurs et non à la suite d'un vrai diagnostic sur les enjeux de qualité. Nous pensons pour notre part que ces bailleurs n'avaient pas les moyens techniques d'apprécier la pertinence des propositions, et qu'ils ont préféré accorder leur soutien de manière un peu rapide sans réellement examiner le fond de ce qui allait être mis en place, séduits par des discours généraux en apparence plein de bon sens et, à ce niveau de généralité, difficilement réfutables. Berkaine pointe d'entrée le flou conceptuel autour des notions de compétence, de situation-problème, d'intégration, de réinvestissement, qui rendent ces approches difficiles à mettre en place. Il rappelle la nécessité pour les systèmes éducatifs adoptant une approche par compétences d'une reconstruction complète des dispositifs et des démarches de formation, supposant une concertation entre les différents acteurs de ces systèmes éducatifs, l'explication et l'explicitation des soubassements de ces réformes. Or, cette approche qui prône la contextualisation des apprentissages a été imposée aux acteurs de terrain par des cabinets d'expertise via les Ministères dans des approches descendantes qui ont peu de chance d'aboutir vu la complexité de la chaîne à mettre en place pour assurer les conditions de la réussite. Il déplore des réformes qui ont ciblé sur l'écriture curriculaire sans que les responsables nationaux et les consultants internationaux n'accordent suffisamment d'intérêt à la formation initiale et continue indispensable pour une réelle application. Au-delà, c'est à une vraie remise en cause du fait de fonder le processus d'enseignement-apprentissage sur l'intégration des acquis en situation complexe et inédite ou sur la systématisme de la résolution de situations-problèmes que l'article conclut. Faute de voir les résultats au rendez-vous, les enseignants sont déstabilisés, empêtrés dans de faux débats théorico-pratiques (« ce que je propose est-il réellement une situation

d'intégration ? »), un sentiment de culpabilité aggravé par leur malaise face à une innovation dont on chante pourtant la pertinence.

Iramène Destin et Daniel Véronique s'intéressent également de manière critique à la manière dont l'approche par les compétences a été implantée au Burkina Faso, en soulignant les manques en matière de formation des maîtres. Leur point de vue offre un très intéressant cadrage historique, qui replace l'approche par compétences dans une Histoire longue des systèmes éducatifs depuis les Indépendances. Depuis 2007, le Burkina Faso a entamé officiellement une réforme éducative par l'introduction de l'approche par compétences (APC), avec entrée par les compétences de base et pédagogie de l'intégration. Il opère ce mouvement avec des aides financières et techniques venues de différentes institutions internationales comme l'UNESCO, l'UNICEF, la CONFEMEN, l'OIF, l'Union européenne, la Banque africaine de développement (BAD) : c'est un véritable consensus des partenaires techniques et financiers et à un point tel qu'on peut se demander si, réellement, le Burkina a le choix de sa politique éducative ou si l'approche par compétences ne lui est pas en réalité imposée comme conditionnalité de l'aide. Les enquêtes réalisées auprès d'enseignants devant mettre en œuvre la réforme montrent que ceux-ci sont en difficulté sur l'acte d'évaluation des compétences (pourtant clé dans cette optique), faute d'avoir reçu une formation adéquate. De ce fait, ils reproduisent les pratiques habituelles. Ils se disent également désorientés par les querelles d'école entre les différents formateurs à l'APC, version belge ou version canadienne au gré des sources de financement (un point de vue également partagé par Laurent Puren pour les Comores), avec des divergences terminologiques dont les enjeux ne sont pas clairs. Les formations sont jugées trop théoriques, plus axées sur l'utilisation de référentiels, avec une approche techniciste, que sur les contenus d'enseignement, d'un point de vue plus concret, pratique.

Le constat dressé par Destin et Véronique est extrêmement critique et montre une approche assez confuse théoriquement, ne répondant pas aux attentes pratiques du terrain (problèmes de fond donc) et un Ministère incapable de la mettre en œuvre via une formation des maîtres suffisante.

C'est le même type de constat, très exactement, que fait Laurent Puren dans le contexte des Comores. Lui aussi fait la critique d'une approche strictement descendante, le même modèle d'approche par les compétences et de pédagogie de l'intégration (modèle BIEF Xavier Roegiers, sous l'influence de l'UNICEF), comme au Burkina à partir de 2007. Mais comme au Burkina, l'APC est restée à l'état de propositions théoriques impossibles à mettre en œuvre. Sa critique va plus loin encore : les exemples de situation d'intégration donnés dans les supports nationaux prévus pour la classe se révèlent totalement inadaptés du point de vue de la difficulté, ne prenant pas en compte les réalités sociolinguistiques du pays et, plus grave encore du point de vue du sens, totalement irréalistes.

Son regard sur l'institution comorienne pointe ensuite l'absence de formation initiale en rapport avec l'APC, un pilotage chaotique de la réforme, une formation continue de type pyramidale avec d'énormes déperditions, une absence d'évaluation du processus de réforme en cours...

Laurent Puren évoque ensuite, dans le prolongement, l'expérience d'auto-formation des enseignants en APC par le dispositif IFADEM (AUF/OIF) à travers de 4 livrets. Les contenus restent trop théoriques ; les activités proposées en exemplification de l'APC sont tout aussi irréalistes que celles des livrets et manuels du Ministère : on peut douter qu'ils se révèlent plus formateurs.

Au-delà du cas des Comores, c'est le mode d'autoformation IFADEM, jamais articulé à des analyses de pratiques de classe réelles contrairement à ce que proposent les dispositifs mis en place par OPERA, qui est possiblement à revoir selon Laurent Puren qui analyse les livrets d'autres pays ; et c'est tout le modèle de réforme « descendant » qui est à remettre en cause.

Bruno Maurer prolonge la critique des réformes curriculaires en prenant le cas de l'approche dite par les situations au Niger. Son analyse du curriculum pour le primaire nigérien révèle des situations d'apprentissage très largement inadaptées : les mêmes situations sont proposées pour l'apprentissage du français et des langues nationales, au mépris des réalités sociolinguistiques ; elles ne concernent que des problématiques d'adulte (hygiène, alimentation des animaux, vaccination des animaux) et ne prennent jamais en compte les besoins d'imaginaire d'un enfant qui n'est pas un adulte en miniature. Aucune transmission du patrimoine culturel n'est assurée par ce curriculum pourtant bilingue mais qui ne fait aucune place aux contes, légendes, mythes des différentes ethnies du pays. On enseigne une langue mais on contribue à déculturer l'élève par une approche trop matérielle de l'enseignement. C'est bien un problème didactique fondamental qui se pose et qui se prolonge avec une conception erronée de l'enseignement de la L1. Celui-ci est entièrement calqué sur celui du français qui est une langue étrangère (ou seconde) dont il faut acquérir les rudiments au travers d'actes de parole simples : nommer des objets, les caractériser, compter, saluer, etc... Toutes choses que l'enfant sait déjà faire en L1 et qu'il est inutile que l'école lui enseigne : c'est pourtant ce que le curriculum prévoit, ôtant tout sens aux apprentissages en L1.

Michèle Verdelhan-Bourgade choisit le manuel de français comme révélateur de la crise des apprentissages. Elle fait le lien avec la vogue des approches APC, produisant des effets uniformisants (et inutilement rigidifiants) sur les manuels quand elles tiennent dans le même temps le discours de la contextualisation et posant des problèmes aux auteurs de manuels pour rédiger des produits de qualité dans des contextes programmatiques qui posent problème au niveau des contenus. Son analyse va bien au-delà des problèmes curriculaires et aborde l'impact des mécanismes d'appel d'offres internationaux attachés à leur financement, avec des délais de production très courts, des contraintes de composition d'équipes de rédacteurs mais aussi de prix de revient, un ensemble qui pèse sur la qualité finale. Elle n'oublie pas l'aval, la distribution, la conservation des manuels et termine par la question cruciale de leur utilisation. Là aussi, on retrouve la question de la formation insuffisante des maîtres qui conduit à une utilisation sclérosante des outils et finit par un plaidoyer pour cet outil souvent décrié mais dont le potentiel est grand dans le contexte africain où il demeure un puissant vecteur de qualité aisément à portée de... main.